Journée internationale de lutte contre la corruption : Au Mali, un appel pressant à une meilleure protection des lanceurs d'alerte

MALI

1848

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 11 DECEMBRE 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION







Nouvelle coalition politique autour de l'Imam Dicko

Prudence du Front pour la Paix au Mali face à une alliance jugée fragile



Visite d'amitié et de travail du PM malien en guinée : Un nouvel élan pour la coopération bilatérale



Terrorisme en Afrique : Le Mali plaide pour une prise en charge renforcée des victimes


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Nouvelle coalition politique autour de l'Imam Dicko : Prudence du Front pour la Paix au Mali face à une alliance jugée fragile **P. 4**

Brèves /

Terrorisme en Afrique : Le Mali plaide pour une prise en charge renforcée des victimes **P. 9**
Visite d'amitié et de travail du premier ministre malien en guinée : Un nouvel élan pour la coopération bilatérale **P. 9**
CANAM : réunion avec la Banque Mondiale. **P. 10**
Succès Agricole en 2025 : Bilan positif pour le secteur agricole malien **P. 10**

Actualité /

Pour le traitement de la dialyse : Corsair offre 600 kits aux centres de Bamako **P. 12**
Mali : Le Colonel-Major Cheickna Amala Diallo prend la tête de la Direction Générale des Douanes **P. 14**

Politique /

Journée internationale de lutte contre la corruption : Au Mali, un appel pressant à une meilleure protection des lanceurs d'alerte **P. 17**
Semaine nationale pour l'harmonisation et l'utilisation des symboles de l'État : Un appel fort à la citoyenneté et à la refondation nationale **P. 19**

Culture & société /

Artisanat malien : Un trésor économique en quête de débouchés **P. 22**

International /

Gouvernance mondiale : Le Ghana de Mahama soutient la vision réformatrice de Xi Jinping **P. 23**
ADO : « La Côte d'Ivoire sera toujours un partenaire de paix » **P. 24**
Promotion du 5e volume de "Xi Jinping : La gouvernance de la Chine" en Afrique du Sud **P. 25**
Le futur de l'armée ukrainienne : Le zugzwang pour l'UE **P. 26**

Sport /

Ligue 1 : Retour manqué pour le Stade Malien et le Djoliba AC **P. 29**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko





Nouvelle coalition politique autour de l'Imam Dicko

Prudence du Front pour la Paix au Mali face à une alliance jugée fragile

L'annonce récente de la Coalition des Forces Républicaines (CFR), placée sous la conduite morale de l'imam Mahmoud Dicko, suscite déjà débats et interrogations au sein de la classe politique et de la société civile. Alors que certains acteurs voient dans cette coalition une tentative de restructurer le paysage politique malien à l'approche d'échéances cruciales, d'autres affichent prudence, voire scepticisme. C'est notamment le cas du Front pour la Paix au Mali, une organisation engagée pour la stabilité nationale, présidée par Ty-Chérie, qui a publié un communiqué mesuré mais très révélateur.

Dans sa déclaration, le Front pour la Paix au Mali indique qu'il préfère attendre une prise de parole officielle de l'Imam Mahmoud Dicko avant de se prononcer publiquement sur la coalition annoncée. Le communiqué affirme que, « par respect pour la clarté du message et la responsabilité historique du moment, nous préférons attendre que l'Imam Mahmoud Dicko s'exprime lui-même officiellement sur les objectifs, la vision et les intentions réelles de cette coalition ». Cette posture s'inscrit dans une démarche de responsabilité, mais elle met aussi en évidence les incertitudes qui entourent la naissance de la CFR.

La prudence du Front pour la Paix s'explique par plusieurs facteurs. Sur le plan politique, l'imam Mahmoud Dicko demeure une figure influente mais controversée. S'il a été un acteur majeur dans le mouvement du M5-RFP, son leadership a ensuite été fragilisé par des dissensions internes, des accusations de trahison, et son départ temporaire du pays. Son retour au centre du jeu politique soulève donc des questions quant à la cohérence, la solidité et la crédibilité du regroupement nouvellement annoncé.

Le Front pour la Paix insiste par ailleurs sur ses fondamentaux : la stabilité, l'unité et la paix au Mali, des valeurs qu'il dit défendre « loin de toute précipitation ou instrumentalisation ». Cette clarification, en apparence anodine, peut être interprétée comme une mise en garde contre toute utilisation politique hâtive de l'image de l'Imam Dicko ou contre une coalition dont les contours restent encore flous.

Au-delà du communiqué, la question se pose : la Coalition des Forces Républicaines est-elle une coalition mort-née ?Plusieurs observateurs estiment que sans un discours structuré, une vision politique claire et un engagement explicite du leader moral qui lui est associé, cette alliance risque d'avoir du mal à s'imposer dans un paysage politique déjà fragmenté. Le fait que des organisations influentes comme le Front pour la Paix choisissent d'attendre avant de s'engager ou de se positionner montre que la CFR n'a pas encore gagné la confiance nécessaire pour rassembler durablement.

Pour l'heure, beaucoup dépendra de la future prise de parole de l'Imam Mahmoud Dicko. De sa capacité à clarifier ses intentions, à rassembler au-delà des clivages et à proposer

une alternative crédible dépendra l'avenir de cette coalition. Sans cela, la CFR pourrait rapidement rejoindre la longue liste de coalitions annoncées avec fracas mais qui n'ont jamais réussi à peser durablement sur la scène politique nationale.

À ce stade, le Front pour la Paix au Mali maintient sa réserve, attendant que la lumière soit faite. Une prudence qui en dit long sur l'incertitude ambiante.

À lire en encadré l'intégralité du communiqué signé par Ty Chérie

Moctar Sow

COALITION DES FORCES POUR LA RÉPUBLIQUE

COMMUNIQUÉ :
N°025

Communiqué du Front pour la Paix au Mali

Au sujet de la **nouvelle Coalition des Forces Républicaines (CFR)** annoncée, et placée sous la conduite morale de l'Imam **Mahmoud Dicko.**

Le **Front pour la Paix au Mali**, présidé par **Ty-Chérie**, tient à exprimer la position suivante :

Par respect pour la clarté du message et la responsabilité historique du moment, nous préférons attendre que l'Imam Mahmoud Dicko s'exprime lui-même officiellement sur les objectifs, la vision et les intentions réelles de cette coalition.

Ce n'est qu'après cette prise de parole que **le Front pour la Paix** prendra une position publique.

Notre priorité reste **la stabilité, l'unité et la paix au Mali**, loin de toute précipitation ou instrumentalisation.

Fait à Bamako, le 08 décembre 2025

Mme OBERTAN Tiguida Ty-Chérie

Présidente du Front pour la Paix au Mali

FRONT POUR LA PAIX AU MALI / Téléphone : 00337 52 25 90 28 / Courriel: frontpourlapaixaumali@gmail.com

Seydou Traoré



N´insultez pas l'intelligence des africains. Ici, je n'émet aucun avis sur le coup d'État. L'intervention militaire est française et vernie d'intervention africaine ou nigériane. Où prospère Boko Haram? Où Donald Trump veut envoyer les "boys" pour protéger les chrétiens massacrés par Boko Haram? Quid des renseignements et de la logistique ?
Maintenant, voulez-vous mon avis sur le coup d'État ? S'il avait réussi, le Niger vivrait en paix et les relations entre les communautés frontalières des deux pays seraient apaisées. La réaction de la France est à la hauteur de ses investissements au Bénin sur les plans économiques [port en eau profonde], militaire pour déstabiliser l'AES, géopolitique, pour conserver la main sur Dakar, Abidjan et Cotonou.
En somme, une armée coloniale a tué des africains et certains en sont heureux!



Bougar Garmi Diouf -



Réponse à Mamadou Faye, DG de la #BNDE !
Monsieur le Directeur,
Les Sénégalais n'ont pas besoin d'un énième discours de façade, mais de vérité.
Quand l'agence Moody's abaisse la note du Sénégal à Caa1, ce n'est pas une attaque politique, c'est un constat économique : notre dette devient plus risquée, notre accès aux financements se complique, et le coût de l'argent grimpe. Voilà la réalité que vos slogans ne peuvent pas maquiller.
Vous parlez de « souveraineté financière », de « bras armé national », de « sursaut patriotique ». Très bien. Mais la souveraineté ne se déclame pas, elle se finance et les chiffres, eux, ne mentent jamais.
Aujourd'hui, pour emprunter à la Banque mondiale, le Sénégal doit accepter un spread minimum de 2,00 % sur le taux de référence. Même les financements dits "concessionnels" de l'IDA affichent des taux autour de 3,45 % à 5 % selon les maturités.
À la Banque africaine de développement, les conditions varient avec le risque pays, et chaque dégradation de note se traduit automatiquement par un renchérissement du crédit.
Quant au marché régional de l'UEMOA, les dernières émissions obligataires se négocient autour de 6 % à 6,40 %. C'est le coût réel du financement domestique.
Et la BRVM, malgré ses progrès, plafonne autour de 330 points, avec une liquidité trop faible pour absorber les ambitions d'un État ou d'une banque de développement.
Alors oui, appelons au sursaut national. Mais commençons par dire les choses :
Notre pays dépend encore à plus de 60 % des financements extérieurs pour ses projets structurants.
Nos marges budgétaires sont minces, nos recettes fiscales insuffisantes, et notre épargne nationale bien qu'importante reste peu canalisée, peu protégée, et souvent méfiante vis-à-vis des institutions financières locales.
Avant de demander aux Sénégalais de « faire bloc », commencez par leur prouver que leurs dépôts, leurs investissements, leurs efforts sont gérés avec transparence, rendement et patriotisme réel.
Qu'on arrête les formules creuses : « ensemble, entreprendre l'avenir » c'est beau, mais le futur s'écrit en bilans, pas en communiqués.
La confiance ne se construit ni à New York, ni à Dakar, elle se construit dans la rigueur, la gouvernance, et le résultat.
Ce que le peuple veut, ce n'est pas un discours de plus, c'est la vérité des comptes, la fin des prétextes et le retour à une gestion qui ne confond pas souveraineté et autosatisfaction.
Le Sénégal n'a pas besoin d'un bras armé financier pour brandir des slogans.
Il a besoin d'un système qui respecte chaque franc épargné, d'une banque qui parle chiffres, pas incantations, et d'une élite qui cesse de s'indigner à chaque alerte au lieu de corriger ce qui ne va pas.
Alors oui, le développement du Sénégal sera financé par les Sénégalais eux-mêmes mais à une condition :
qu'on leur rende leur confiance avant de leur demander leur argent.
Président Mr Bougar DIOUF Officiel



Aboubacar Yacoub Doucoure



Le haut Conseil islamique du mali à porté plainte contre x depuis Dakar, et désormais ça sera le cas contre ceux qui tiendraient des propos injurieux à l'égard de l'islam et ses symboles !!!

Bamako Bamada

CAN Maroc 2025 : Les Aigles du Mali poussés dans le dos par un vent de doute
À deux semaines du coup d'envoi de la CAN 2025 au Maroc, l'atmosphère autour des Aigles du Mali reste lourde d'incertitudes. Entre manque de cohésion depuis le départ d'Eric Chelle, difficultés du nouveau sélectionneur Tom Saintfiet à unir son vestiaire, tensions entre le ministère des Sports et la FEMAFoot, jusqu'à la sortie tardive des maillots officiels... les signaux ne rassurent pas.
Le Mali devra en plus affronter un groupe compliqué, avec notamment le Maroc et la Zambie, des adversaires historiquement difficiles.
Mais malgré ce vent contraire, l'espoir demeure : les Aigles ont souvent prouvé qu'ils savent surprendre lorsque personne ne les attend.
Lien de l'article complet dans le 1er commentaire.
#Mali #Aigles #CAN2025 #Maroc2025 #FEMAFoot #SportMali #FootballMali #Bamada #ActualitéMali #SeydouDiakité



Kati 24

Plus de 300 milliards de dettes seront payées à partir de demain 09 Décembre 2025.
Un ouf de soulagement pour les opérateurs économiques du pays.
#Redac #Kati24

Sambou Sissoko



Dans notre Constitution, le coup d'État est un crime imprescriptible, pourtant nos autorités n'ont pas condamné celui perpétré au Bénin. Yako!

Aminata Touré



Nous avons appris le départ à la retraite du Général d'Armée Mbaye Cissé Chef d'Etat Major des Armées.
A titre personnel et comme démocrate, je voudrais saluer son haut sens républicain durant les moments incertains de notre Nation. Qu'il soit remercié pour ses services et que Dieu lui accorde santé et très longue vie.



UK in Mali

Un partenariat pour l'autonomisation des femmes au !
L'Ambassade du au Mali est fière d'accompagner Vision Femme Mali dans le cadre du projet « Musow Ka Faso Jo Baroni». Mercredi, les deux ont signé une convention pour cette initiative innovante qui transforme les tontines en espaces de dialogue citoyen et de leadership féminin. L'Objectif du projet est de renforcer la participation des femmes à la vie publique locale, promouvoir la gouvernance et stimuler le dialogue avec les autorités dans le district de Bamako et Kati pour une période de 3 mois.
#GoFarGoTogether



Casimir Sangala



Hier, à 13:42 ·
Présidentielle 2029 : Ousmane Sonko assure qu'il sera candidat, "personne ne pourra m'en empêcher". Je me demande s'il a ajouté inch'Allah !

Koureichy Cisse



La pénurie de carburant est finie mais le mot d'ordre n'est pas levé: 《A ye do bo boli la》 , 《diminuez vos sorties》 .

Amadou Diallo



Aux nouveaux combattants de la démocratie, voici la preuve de mon combat pour l'avènement de la démocratie dans notre cher Maliba.
Pour votre information, c'est au cours d'une réunion nocture quelque part dans les faubourg de Lafiabougou, Bamako, que la carte de l'ADEMA "Association" nous a été donnée. Ceux ou celles qui se battaient à l'époque savaient dans quelles conditions, les réunions se tenaient.
Cette carte nous a été donnée à l'époque pour servir de moyen de distinction au cas, il nous arrivait quelque chose. Je peux assurer, que ce n'était dans le bon sens. Nous tous, à l'époque, nous attendions à la mort. À cette époque, certains leaders et pas les moindres avaient fui le Mali à cause de la répression, d'autres étaient cachés sous le canapé de .... je préfère garder ça en secret. Mais, ils savent de quoi je parle, certes ils ont maintenant très vieux, mais jusqu'à oublier ces moments difficiles. D'autres avaient établi leur grin devant la salle de cinéma Babemba, où il y avait à l'époque un marché très fréquenté pour la collecte des renseignements.
Parmi un chef de parti politique qui se fait parler de lui, à l'époque, la maison de ses parents à Lafiabougou était close 24 sur 24 heures. Mais, 35 ans après ce dur combat dans lequel certains colutteurs y ont laissé la vie, quel est le spectacle qui nous a été donné de voir ? La lutte pour le coup comme moyen d'ascension au pouvoir.
Si j'ai bonne mémoire, en 1998, le président Alpha Oumar Konare, fraîchement réélu a échappé à un coup d'état. Un de ses oncles maternelles, dont je vais taire volontier le nom et prénom a été cité dans cette affaire. Pour cela, il a été incarcéré pendant quelques mois.
Après ce coup de force manqué, Alpha a eu le flair de créer dans les ministères les postes de hauts conseillers à la défense dans le but de diminuer le désœuvrement des officiers supérieurs en diminuant du coup l'envi et la tentation.
Mais, cela n'a pas suffit de créer une cloison étanche entre les politiques et les militaires. Sous le président Amadou Toumani Touré, des politiques, qui savent qu'avec les élections, ils n'accéderont jamais au pouvoir, ont de nouveau arpenté les murs des casernes pour aller chercher les militaires pour faire le coup d'État contre ATT dans le but d'amener le pays dans une nouvelle transition comme en 1992. Pour eux le rebelotage allait leur permettre de se repositionner.
Je signale qu'en ma qualité de journaliste expérimenté, à la demande de ma rédaction, j'ai réalisé deux reportages sur des rumeurs de soulèvements populaires à Kati en 2012. Qui ne se rappelle pas de la marche des femmes du camp Soundiata de Kati sur le Palais présidentiel de Koulouba. Ce jour-là, qu'est-ce que ces femmes n'ont pas dit au président ATT. D'autres l'ont dit en pleine figure qu'il est "rebelle". Si je me trompe, qu'on vienne me corriger.
Alors, de grâce laissez les Maliens respirer. Le Mali a besoin d'un nouveau départ.
Moi j'étais là sous le régime du général président Moussa Traoré. Tous les mots d'ordre, qui ont servi de catalyseur pour le combat pour la Démocratie, en tout l'essentiel, ont été foulé aux pieds. Oui, quelques privilégiés se sont bien gavé. Ils ont amassé suffisamment de ressources. L'État du Mali avait pratiquement été privatisé. La preuve, c'est le secteur minier. Les tenants du pouvoir se sont répartis les permis miniers et avait le code minier à leur seul profit et celui des multinationales. Le récent bras de fer entre l'État du Mali et Barick gold. Si le gouvernement ne s'était pas montré inflexible et imperturbable, Barick allait plier l'affaire sans état d'âme.
C'est dire que le Mali a plus besoin de reconstruire un État fort pour protéger les intérêts des filles et des fils contre les prédateurs, des vrais sangsues. La démocratie est, certes un mode de gouvernance, je vous rappelle qu'il n'y a pas de modèle unique, sinon ça devient une camisole de force. Sortons de ces discours inopérants pour se concentrer sur la lutte contre les terroristes et leurs sponsors occidentaux, dont l'unique objectif est de s'approprier nos ressources à notre détriment.
Je finis par une citation du père de la Révolution chinoise : Mao Stung : "Que le chat soit blanc ou noir, l'essentiel est d'attraper la souris".
Que Dieu sauve le Mali.



Terrorisme en Afrique : Le Mali plaide pour une prise en charge renforcée des victimes



Le Général de Corps d'Armée Ismaël Wagué, Ministre de la Réconciliation du Mali, a joué un rôle clé lors de sa participation à la Conférence sur les victimes africaines du terrorisme qui s'est déroulée à Rabat les 2 et 3 décembre 2025. Accompagné de membres de son équipe, il s'est pleinement investi dans les discussions centrées sur la justice, la réparation et la résilience des victimes de terrorisme en Afrique.

Cette conférence, réalisée en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), a rassemblé des leaders politiques, des représentants de la société civile et des associations de victimes de divers pays du continent africain. Les échanges ont conduit à l'adoption de la Déclaration de Rabat, mettant en lumière trois principaux axes d'action : le renforcement de la coopération africaine contre le terrorisme, l'intégration des besoins des victimes dans les politiques nationales et la nécessité d'une solidarité internationale renforcée.

Parmi les recommandations clés, le Mali a plaidé en faveur de la création d'un groupe de travail africain spécialisé dans la prise en charge intégrée des victimes, couvrant les aspects psychologiques, médicaux et juridiques. De plus, il a été annoncé lors de la conférence qu'une prochaine rencontre similaire est prévue à Bagdad en 2026.

En marge de cet événement d'importance, le Ministre Ismaël Wagué a rendu un hommage particulier à son passé en effectuant une visite émouvante à son ancienne école, l'École Royale de l'Air à Marrakech. Cette démarche symbolique souligne l'engagement personnel du Ministre en faveur de la paix et de la reconnaissance des droits des victimes du terrorisme à travers l'Afrique.

Cette conférence a donc marqué une étape significative dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, en mettant en avant la nécessité d'une collaboration accrue, de politiques intégrant les besoins des victimes et d'une solidarité internationale renforcée pour faire face à cette menace commune.

Arouna Sidibé

Visite d'amitié et de travail du premier ministre malien en guinée : Un nouvel élan pour la coopération bilatérale



En visite d'amitié et de travail à Conakry, le Premier ministre malien, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a été reçu ce lundi par son homologue guinéen, Amadou Oury Bah, pour une séance de travail placée sous le signe de la solidarité, de la coopération et du renforcement des relations entre les deux pays voisins. Cette rencontre de haut niveau intervient dans un contexte sous-régional marqué par des défis sécuritaires, économiques et logistiques auxquels le Mali et la Guinée entendent répondre par une approche concertée.

Les échanges entre les deux délégations ont porté sur plusieurs sujets stratégiques d'intérêt commun, notamment le développement de la coopération économique et commerciale. Au centre des discussions, le projet d'interconnexion ferroviaire Mali–Guinée a été présenté comme un levier majeur pour stimuler les échanges, faciliter le transport des marchandises et améliorer la compétitivité économique des deux États. Cette initiative, soutenue par les deux gouvernements, vise à ouvrir de nouvelles perspectives pour la mobilité régionale et l'intégration économique ouest-africaine.

Les délégations ont également abordé l'opérationnalisation de nouveaux corridors de transit, un enjeu vital pour le Mali enclavé, qui cherche à diversifier ses débouchés portuaires et à sécuriser l'acheminement de ses marchandises. La partie guinéenne a réaffirmé sa disponibilité à accompagner Bamako dans cette dynamique, en facilitant l'accès aux infrastructures et en renforçant les mécanismes de coordination douanière et logistique.

La question de la transhumance transfrontalière, cruciale pour les communautés pastorales des deux pays, a également été au cœur des discussions. Les deux Premiers ministres ont insisté sur la nécessité d'une gestion concertée et apaisée des mouvements de bétail afin de prévenir les conflits, sécuriser les couloirs de transhumance et préserver la cohésion sociale dans les zones frontalières.

À l'issue de leur rencontre, les Premiers ministres Abdoulaye Maïga et Amadou Oury Bah ont animé un point de presse conjoint. Ils y ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération bilatérale et de promouvoir des solutions durables aux enjeux communs. Cette visite marque une nouvelle étape dans la consolidation des relations entre le Mali et la Guinée, fondées sur une vision partagée de solidarité, de développement et d'intégration régionale.

Moctar Sow

CANAM : réunion avec la Banque Mondiale.



Dans le cadre de la supervision du projet promouvoir la résilience du système de santé inclusif pour tous au mali (arise/keneya yiriwali), une réunion virtuelle s'est tenue ce mercredi 09 décembre 2025 entre la direction générale de la canam et les responsables de la Banque Mondiale.

Présidée par le Médecin Général de Brigade Boubacar DEMBÉLÉ , Directeur Général de la CANAM, cette réunion avait pour objectifs de concrétiser des avancées significatives , notamment dans le renforcement des mécanismes de contractualisation, la modernisation du système d'information ,l'adhésion progressive des populations cibles et l'évolution du cadre réglementaire du RAMU.

Cette rencontre a vu la participation effective des Agences de Contractualisation et de Vérification ACV.

Elle a permis de partager l'état d'avancement des activités, la mise en œuvre des activités des ACV, et aussi les perspectives stratégiques qui guideront l'action de la CANAM dans les mois à venir.

Pour leur part, les experts de la Banque mondiale ont salué les travaux exécutés par la CANAM et ont apprécié les progrès accomplis.

Le Directeur Général de la CANAM a rassuré que l'ensemble des recommandations formulées au cours de cette réunion sera dûment appliqué et a exprimé sa reconnaissance à la Banque mondiale pour les efforts substantiels consentis en appui à la CANAM durant ces dernières années.

SERCOM/CANAM

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Succès Agricole en 2025 : Bilan positif pour le secteur agricole malien



Sous la direction du ministre de l'Agriculture, M. Daniel Siméon Kelema, une réunion d'échanges portant sur la campagne agricole en cours a eu lieu le jeudi 4 décembre. Cette rencontre a été honorée par la présence de son homologue de l'Élevage et de la Pêche, M. Youba Bah, ainsi que du Commissariat à la Sécurité alimentaire. L'occasion a été saisie par le ministre pour dresser un bilan provisoire de la campagne agricole de l'année 2025.

D'après le ministère de l'Agriculture et les acteurs du secteur, la campagne agricole de 2025 a débuté dans un contexte marqué par une situation sécuritaire précaire, avec des incidents multiples ayant parfois entraîné des déplacements inhabituels de populations. Malgré cela, la saison des pluies a connu un démarrage précoce par endroits, normal dans d'autres régions, et une fin normale selon les zones. Ce dérèglement climatique n'a pas entravé de manière significative la satisfaction des besoins en eau des principales cultures, comme l'a souligné le ministre de l'Agriculture, M. Daniel Siméon Kelema, lors de cette réunion importante pour le secteur du développement rural.

Le conseil élargi de cabinets présidé par le ministre Kelema, en présence de son collègue de l'Élevage et de la Pêche, M. Youba Bah, et du Commissaire à la Sécurité Alimentaire, M. Redouwane Ag Mohamed Ali, a mis en lumière des réalisations significatives, telles que : 11.452.540 tonnes de céréales attendues, 100.690 tonnes de viande, 17.238 tonnes de lait collecté et 120.382 tonnes de poissons.

Ces chiffres impressionnants ont été soulignés dans le discours de clôture du ministre de l'Élevage et de la Pêche, M. Youba Bah. Les deux ministres responsables du Développement Rural ont affirmé que ces résultats encourageants confirmaient l'engagement des départements à soutenir la vision des plus hautes autorités, sous la direction éclairée de Son Excellence le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État de la République du Mali, ainsi que du Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye Maïga, à travers la mise en œuvre des activités du Plan d'Actions du Gouvernement.

Cette réunion a également permis d'examiner l'état d'exécution des recommandations issues de la 15e session du Conseil Supérieur de l'Agriculture (CSA), soulignant ainsi l'importance de la coordination et de l'évaluation continues pour garantir le succès et la durabilité du secteur agricole au Mali.

Fatou Sissoko

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Pour le traitement de la dialyse : Corsair offre 600 kits aux centres de Bamako



D'une valeur totale de 20 millions de francs CFA, ces kits seront utilisés pour garantir un traitement complet et efficace des personnes souffrant de la maladie de la dialyse dans les trois centres du district de Bamako, à savoir les CSRéf de : Quartier Mali, Lafiabougou et Génie Militaire.

La réception de ces kits s'est déroulée lors d'une cérémonie officielle organisée par la compagnie Corsair, en partenariat avec le ministère de la Santé et du Développement Social. Cela s'est déroulé le mardi 9 décembre 2025, au Centre de Santé de Référence de la commune V du district de Bamako, en présence de certaines autorités coutumières et administratives.

Avant la remise des kits, les participants ont pu assister à des discours. Après ceux des autorités coutumières et administratives, le représentant de Corsair Mali, M. Oumar Kouyaté, a souligné que ce don témoigne de l'engagement durable de la compagnie envers le Mali. Depuis plusieurs années, Corsair Mali collabore étroitement avec les autorités maliennes, notamment dans les domaines social et humanitaire.

M. Kouyaté a également mentionné que l'année précédente, la compagnie avait soutenu les populations vulnérables en fournissant des dons à 200 familles sinistrées à la suite des inondations dans le pays. La remise de ces kits s'inscrit dans la continuité de cette solidarité, en répondant aux besoins des patients et aux priorités nationales en matière de santé.

Concernant les 600 kits pour le traitement de la dialyse, Oumar Kouyaté a souligné qu'il s'agit d'une contribution concrète de la compagnie pour soutenir les patients et soulager les familles touchées par cette maladie éprouvante. Il a déclaré : "Nous voulons être aux côtés des autorités et des équipes médicales dans ce combat pour la vie."

Remerciant le Ministère de la Santé et du Développement Social pour son soutien, ainsi que les équipes médicales qui travaillent chaque jour auprès des patients en dialyse, le directeur commercial de Corsair Afrique, M. Gilles Marigliano, a souligné que cette action de donation s'inscrit dans leurs valeurs de responsabilité sociale. Il a affirmé : "Nous sommes fiers de pouvoir soutenir les initiatives des autorités maliennes visant à renforcer l'accès aux soins vitaux. Le Mali peut compter sur notre soutien aujourd'hui comme demain."

M. Marigliano a ajouté que, au-delà du transport aérien, Corsair Mali souhaite être un acteur responsable, proche des réalités du pays et sensible aux enjeux sociaux.Engagement Humanitaire de Corsair à Bamako

Par cet engagement, la compagnie affirme sa volonté d'agir de manière durable, aux côtés des autorités, pour répondre à des besoins essentiels.



Le conseiller aux affaires économiques et financières du gouverneur du district de Bamako, M. Mamadou Traoré, a salué cette donation opportune, en soulignant son alignement avec les priorités des autorités de la transition qui accordent une importance particulière à la santé de la population.

Selon le conseiller technique du ministre de la santé et du développement social, M. Bouyagui Traoré, cette réception témoigne que, face à l'ampleur des défis, la coopération demeure l'arme la plus efficace pour le département de tutelle. Il a exprimé sa gratitude envers Corsair en soulignant que ce geste va bien au-delà d'un simple don, qu'il représente un acte de foi envers notre système de santé et une marque d'amitié inestimable. Il a remercié la compagnie pour son soutien constant et sa générosité qui ne manqueront pas d'améliorer la qualité de vie des patients bénéficiaires de ces kits. Il a salué la résilience des malades en tant que moteur de leur action, s'adressant ainsi à la structure donatrice avec reconnaissance.

Le représentant du ministre a salué les efforts quotidiens du Corps Médical et Paramédical, comprenant infirmiers, techniciens, néphrologues, entre autres, auprès des malades. Il a loué leur travail remarquable, mettant en avant leur expertise et leur dévouement quotidiens qui transforment ces kits en symboles d'espoir et de vies prolongées.

Il est à noter que Corsair est une compagnie aérienne française opérant des vols réguliers entre Bamako et Paris-Orly, renforçant ainsi la mobilité familiale, économique et touristique.

Ki-Zerbo



Mali : Le Colonel-Major Cheickna Amala Diallo prend la tête de la Direction Générale des Douanes



La Direction Générale des Douanes du Mali connaît un nouveau souffle avec la nomination, lors du Conseil des ministres du mercredi 03 décembre 2025, du Colonel-Major Cheickna Amala Diallo à sa tête. Inspecteur des Douanes au parcours exemplaire, le natif de Bamako incarne une génération de cadres rigoureux et expérimentés, forgés par plusieurs années d'engagement sur le terrain et dans l'administration centrale.

Avant sa nomination à la tête de l'administration douanière, le Colonel-Major Diallo occupait le poste stratégique de Directeur Régional des Douanes de Mopti. Cette région, véritable carrefour commercial et zone sensible en raison du contexte sécuritaire, lui a permis de renforcer son expertise en matière de gestion

douanière dans des environnements complexes, où se conjuguent enjeux économiques, fiscaux et sécuritaires.

Le nouveau Directeur Général des Douanes se distingue par un cursus académique particulièrement riche. Titulaire d'une Maîtrise en Droit Public International obtenue à l'Université du Mali (1998-2001), il a poursuivi des formations spécialisées en France, notamment à l'École Nationale des Douanes de Tourcoing et à l'École Nationale des Brigades de La Rochelle, où il décrocha en 2006 un Certificat de spécialité pour cadres étrangers.

Son parcours l'a également conduit au Centre Régional de l'Organisation Mondiale des Douanes à Ouagadougou, puis à l'École Nationale d'Administration (ENA) de Paris où il s'est spécialisé dans l'évaluation et la mobilisation des ressources fiscales et douanières. En parallèle, il a consolidé ses compétences en gestion axée sur les résultats et en commerce international, notamment par un Master obtenu entre Bamako et Paris. Cette formation pluridisciplinaire fait de lui un expert maîtrisant à la fois les enjeux juridiques, économiques et opérationnels liés à la douane moderne.

Depuis son entrée à la Direction Générale des Douanes en 2002 comme rédacteur à la Sous-Direction de la Réglementation et des Relations Internationales, le Colonel-Major Diallo a connu une ascension exemplaire. Chef de bureaux secondaires à Koury puis Zégoua, chef de bureaux principaux à Sikasso et Kayes, il a ensuite dirigé plusieurs régions douanières stratégiques : Sikasso, Ségou, Kayes et Mopti.

Il a également été Chef de division Valeur, Origine et Tarif, fonction clé dans l'harmonisation tarifaire et la coordination du TEC-CEDEAO, ainsi que Directeur du Renseignement et de la Lutte contre la Fraude, un poste crucial dans le combat contre la contrebande, les trafics et la criminalité économique. Son passage au Centre d'Expertise Technique des Douanes (CET) témoigne aussi de sa maîtrise des outils modernes d'analyse et de contrôle.

Le nouveau Directeur Général est par ailleurs détenteur d'un brevet militaire obtenu au Centre d'instruction SNJ de Kati, gage de discipline et de sens élevé du devoir, des qualités indispensables pour conduire une administration aussi stratégique que la douane, pilier de la mobilisation des ressources internes et de la sécurité économique du pays.

Avec plus de vingt ans d'expérience, une connaissance approfondie du terrain, des compétences techniques affirmées et une vision moderne de l'administration douanière, le Colonel-Major Cheickna Amala Diallo apparaît comme un choix judicieux pour relever les défis majeurs du secteur : lutte contre la fraude, digitalisation, transparence, optimisation des recettes et sécurisation des frontières.

La rédaction



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Journée internationale de lutte contre la corruption : Au Mali, un appel pressant à une meilleure protection des lanceurs d'alerte



A l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, célébrée ce mardi 9 décembre, la Communauté de Pratique en matière de Lutte contre la Corruption (CLPC) tire la sonnette d'alarme : au Mali, les lanceurs d'alerte demeurent insuffisamment protégés malgré les avancées législatives. Cette mise en garde intervient dans un contexte où les pratiques corruptives continuent de fragiliser les institutions publiques, de saper la confiance citoyenne et de freiner les efforts de gouvernance transparente.

Au cœur des préoccupations exprimées par la CLPC, figure la sécurité de ceux qui dénoncent des faits de corruption au sein des administrations publiques et privées. Son secrétaire général, Baba Boubacar Keïta, rappelle que les lanceurs d'alerte jouent un rôle central dans la révélation d'actes souvent enfouis dans les zones d'ombre des institutions. « La corruption se fait dans les plus grands secrets. Donc c'est seule la dénonciation qui peut nous amener à lutter contre ces phénomènes, accompagnée bien sûr par les lois », affirme-t-il.

Pourtant, malgré leur contribution essentielle à la transparence, les dénonciateurs s'exposent à des risques importants. Selon M. Keïta, plusieurs membres de la société civile ayant dénoncé des irrégularités ont été victimes de menaces directes. « On a vu certains de nos camarades qui avaient été contactés par certaines structures pour expliquer les cas de corruption qui existent, et qui, après, ont fait l'objet de menaces », déplore-t-il. Les représailles ne s'arrêtent pas là : des lanceurs d'alerte ayant contribué à faire éclater cer-



taines affaires ont même perdu leur emploi par la suite, souligne-t-il.

Le Mali a pourtant franchi un pas important en intégrant la protection des lanceurs d'alerte dans le nouveau Code pénal adopté en décembre 2024. Les articles 243-90 et 243-91 interdisent les représailles contre les dénonciateurs de bonne foi, proscrivent toute forme d'intimidation et sanctionnent pénalement les auteurs de menaces ou de discriminations. Ces dispositions prévoient également une protection étendue jusqu'à trois ans après la clôture des procédures judiciaires ou administratives, afin de garantir la sécurité durable des dénonciateurs.

Malgré ces avancées, la CLPC estime que le cadre légal reste incomplet. La principale lacune relevée par le secrétaire général concerne l'absence d'un véritable mécanisme d'anonymat pour les lanceurs d'alerte. « Les clauses ne sont pas suffisantes. Il manque la notion qui garantit l'anonymat du dénonciateur », regrette Baba Boubacar Keïta. Or, selon lui, c'est précisément cet anonymat qui constitue la première protection contre les représailles.

En cette Journée internationale de lutte contre la corruption, la CLPC appelle donc les autorités à aller plus loin dans la protection des lanceurs d'alerte. L'organisation demande l'adoption de mécanismes juridiques garantissant l'anonymat total des dénonciateurs, mais aussi la mise en place de dispositifs institutionnels indépendants capables de recevoir, traiter et sécuriser les signalements.

Selon les acteurs de la société civile, une lutte efficace contre la corruption nécessite non seulement un arsenal juridique robuste, mais aussi une volonté politique affirmée, un engagement citoyen accru et une protection infaillible pour ceux qui osent briser le silence.

En attendant, le Mali célèbre cette journée mondiale dans un climat où les défenseurs de la transparence espèrent voir émerger un environnement véritablement protecteur, favorable à la dénonciation et à la prévention des pratiques corruptives.

Moctar Sow

Semaine nationale pour l'harmonisation et l'utilisation des symboles de l'État : Un appel fort à la citoyenneté et à la refondation nationale



Le Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasséké Kouyaté a servi de cadre, ce lundi, au lancement officiel de la Semaine nationale pour l'harmonisation et l'utilisation des symboles de l'État. Placée sous la présidence du Premier ministre, la cérémonie inaugurale a réuni une constellation de hautes personnalités, des magistrats, des universitaires, des chercheurs, ainsi que des spécialistes des questions institutionnelles et symboliques.

Le Président de la commission d'organisation, Mohamed Maouloud Najim, a ouvert les travaux par une conférence inaugurale intitulée : « L'hymne national et nous : l'inspiration du symbole ». Il a rappelé que les symboles de l'État — le sceau, la devise, le drapeau, l'hymne national et les armoiries — sont trop souvent utilisés de manière approximative, parfois par ignorance, parfois par négligence. Cette mauvaise appropriation, souligne-t-il, affaiblit la portée identitaire et institutionnelle des signes distinctifs de la République.

Pour corriger ces dérives, une commission nationale a été créée. Elle a produit un document de référence intitulé « Bréviaire des signes distinctifs de l'État », destiné à clarifier, harmoniser et réglementer l'usage des symboles officiels. Ce bréviaire propose un ensemble de recommandations, parmi lesquelles :

• l'élaboration d'un nouveau cadre normatif pour réguler l'utilisation de chaque symbole ;



• une réglementation modernisée intégrant la digitalisation et l'usage de codes-barres pour renforcer l'authentification des actes officiels;

• la création d'un dispositif de veille et de contrôle garantissant la sacralité des symboles ;

• la constitution d'une base de données recensant les détenteurs autorisés de cachets et de timbres secs, afin d'assurer la conformité et la légalité des usages.

Dans son intervention, le Premier ministre, Chef du gouvernement, a qualifié cette semaine nationale de « véritable campagne d'éducation civique et patriotique », essentielle dans un Mali engagé dans un vaste processus de refondation. Selon lui, l'appropriation juste et rigoureuse des symboles nationaux est indispensable pour renforcer la citoyenneté, améliorer la gouvernance et consolider les valeurs républicaines.

« Les symboles de l'État jouent un rôle essentiel dans la formation des citoyens : ils inculquent le respect des lois et des institutions, nourrissent le patriotisme, l'amour de la patrie et le sens du devoir civique », a-t-il déclaré. Les symboles, a-t-il ajouté, ne sont pas de simples images, mais « le ciment de la nation, le reflet de son histoire et la boussole de son avenir ».

Le Premier ministre a également invité toutes les structures publiques et les usagers des attributs de l'État à faire un état des lieux de la conformité et de la légalité de leurs pratiques. Il a salué la collaboration entre le ministère de la Justice et le ministère de la Culture dans l'organisation de cet événement, soulignant « la puissance médiatrice des artistes et créateurs » capables de porter haut les valeurs nationales.

La cérémonie a enfin été marquée par une leçon inaugurale brillante du ministre Mohamed Sellikènè Coulibaly portant sur l'hymne national, approfondissant son sens, son histoire et sa portée symbolique.

En présence d'une douzaine de membres du gouvernement, cette cérémonie a donné le ton d'une semaine dédiée à la redécouverte, à la valorisation et à la sanctuarisation des symboles de la République, au service d'un Mali en pleine refondation.

Yacouba Ongoiba

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

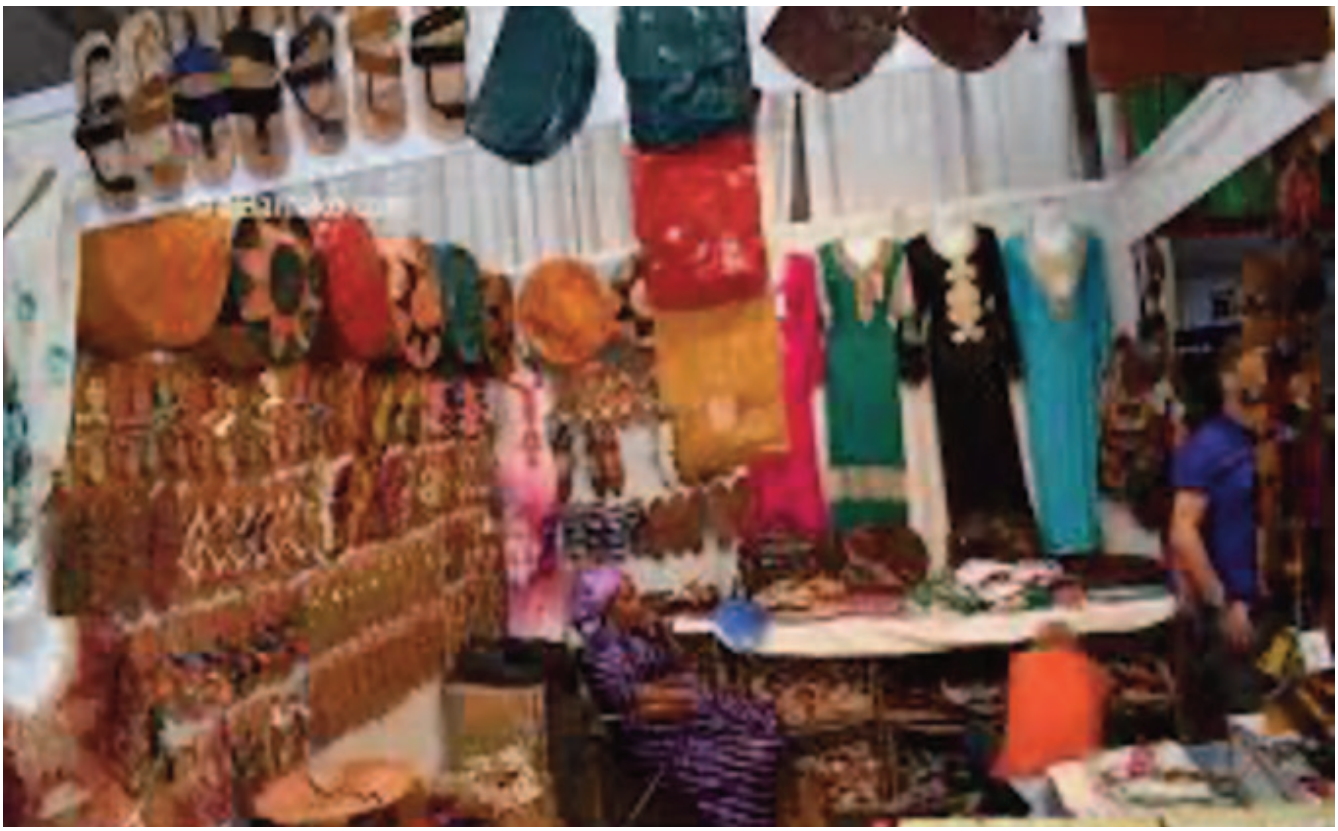
@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Artisanat malien : Un trésor économique en quête de débouchés



L'artisanat malien, un secteur clé de l'économie nationale, fait face à des défis majeurs liés à son organisation et à un manque de débouchés locaux. Avec ses 600 métiers répartis en 8 branches distinctes, l'artisanat représente non seulement une source de revenus importante pour l'État, mais contribue également à renforcer la cohésion sociale au sein de la population malienne. Selon des experts économiques, ce secteur vital pour l'économie locale serait responsable d'environ 10% du Produit Intérieur Brut (PIB) du Mali.

Pourtant, malgré son importance économique et sociale, les produits artisanaux maliens semblent rencontrer des difficultés à trouver preneurs sur le marché local. Mariam Coulibaly, spécialiste en économie, identifie plusieurs raisons qui expliquent cette sous-consommation dans un récent article paru dans ce magazine spécialisé.

L'une des principales raisons évoquées est le déficit d'organisation au sein du secteur artisanal malien. En effet, malgré la diversité et la richesse des métiers artisanaux proposés, il existe un manque de structuration et de coordination entre les différents acteurs de la filière. Cette fragmentation rend difficile la promotion et la commercialisation des produits artisanaux, limitant ainsi leur visibilité et leur accessibilité sur le marché.

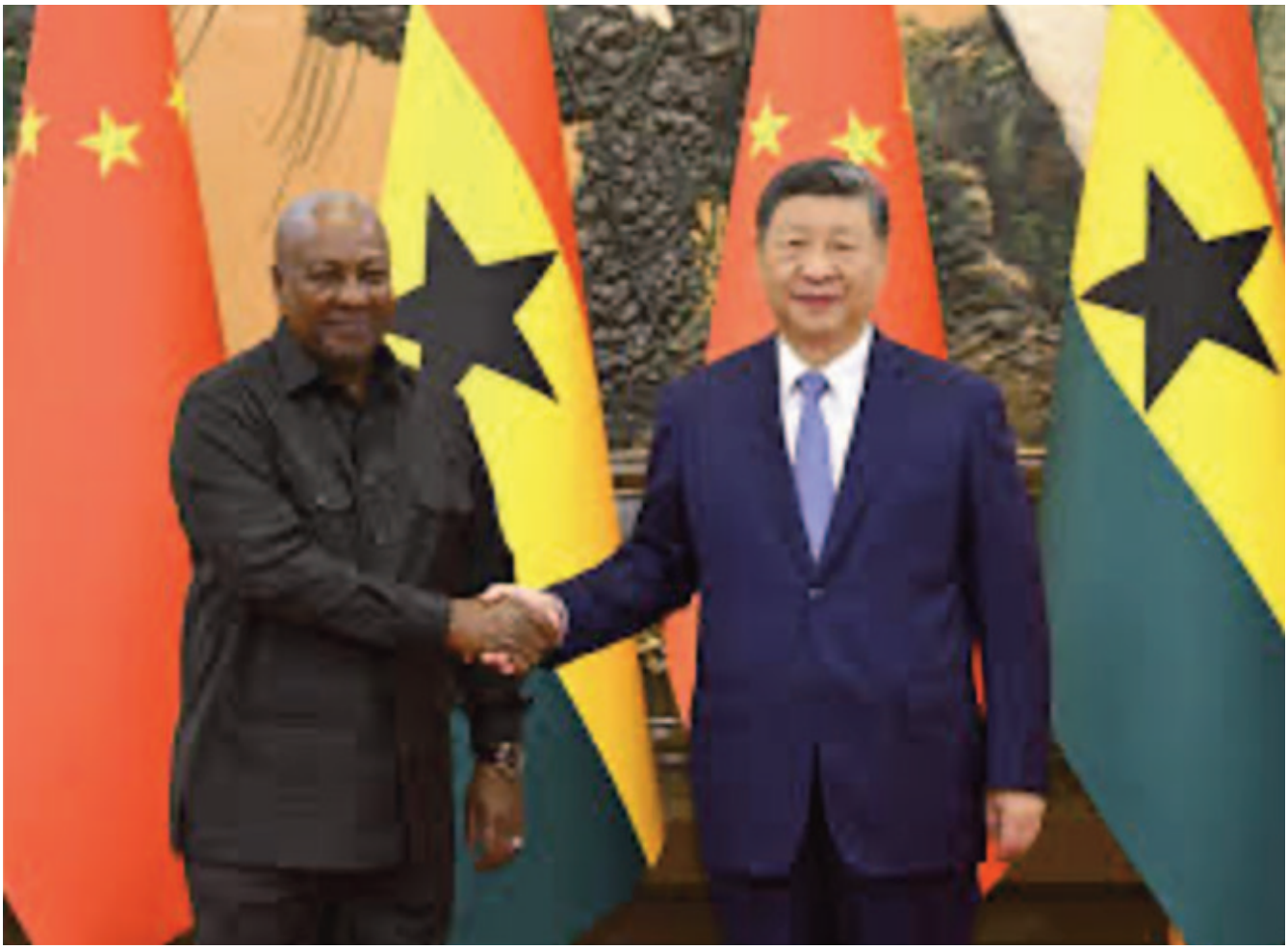
Par ailleurs, le manque de débouchés locaux constitue un autre obstacle majeur pour le développement de l'artisanat malien. Les consommateurs maliens semblent moins enclins à acheter des produits artisanaux locaux, préférant parfois se tourner vers des alternatives importées. Cette préférence pour les produits étrangers peut s'expliquer par une méconnaissance des produits artisanaux locaux, un manque de promotion adéquate, ou encore des difficultés d'accès aux circuits de distribution traditionnels.

Pour relever ces défis et valoriser pleinement le potentiel de l'artisanat malien, il apparaît crucial de mettre en place des actions visant à renforcer l'organisation du secteur, à promouvoir les produits artisanaux locaux auprès des consommateurs nationaux, et à développer des partenariats stratégiques pour faciliter la commercialisation des produits artisanaux sur le marché local.

L'artisanat malien, bien qu'étant un pilier économique et social du pays, fait face à des obstacles importants qui entravent son développement. Il est temps d'agir pour soutenir et promouvoir ce secteur essentiel de l'économie malienne, afin de garantir sa pérennité et sa contribution continue à la prospérité nationale.

Fatou Sissoko

Gouvernance mondiale : Le Ghana de Mahama soutient la vision réformatrice de Xi Jinping



Le Président ghanéen, John Dramani Mahama, a récemment accordé une interview à China Media Group (CMG), au cours de laquelle il a exprimé son soutien à l'Initiative pour la gouvernance mondiale lancée par le président chinois Xi Jinping. Au cœur de son discours, le Président Mahama a mis en avant la nécessité d'un ordre mondial plus équitable, appelant à une réforme globale des structures de gouvernance actuelles.

Dans un contexte de tensions croissantes et d'inégalités persistantes à l'échelle mondiale, le Président ghanéen a souligné l'importance de repenser les mécanismes de prise de décision et de promouvoir une coopération internationale plus juste et inclusive. Selon lui, l'Initiative pour la gouvernance mondiale proposée par la Chine offre une opportunité unique de rééquilibrer les rapports de force entre les nations et de favoriser un dialogue plus constructif entre les différents acteurs de la scène internationale.

En mettant en avant la nécessité d'une gouvernance mondiale plus équitable, le Président Mahama a mis en lumière les défis auxquels le monde est confronté et a appelé à une action concertée pour relever ces défis de manière collective. Il a également souligné l'importance de garantir la participation de tous les pays, en particulier des pays en développement, dans les processus de décision qui influent sur l'avenir de la planète.

Le plaidoyer du Président ghanéen en faveur d'un ordre mondial plus équitable à travers l'Initiative pour la gouvernance mondiale est un appel à l'action pour une coopération internationale renforcée et une solidarité mondiale accrue. Face aux défis mondiaux actuels, la voix du Président Mahama résonne comme un appel à l'unité et à la collaboration pour construire un avenir plus juste et plus prospère pour tous.

Arouna Sidibé

ADO : « La Côte d'Ivoire sera toujours un partenaire de paix »



Lors de son investiture le lundi 8 décembre 2025, le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Dramane Ouattara, a répondu aux accusations formulées par l'Alliance des États du Sahel (AES) concernant des prétendus transferts d'armes vers des groupes terroristes opérant au Burkina Faso. Le chef de l'État a tenu à rassurer ses voisins en réaffirmant l'engagement de son pays pour la paix et la stabilité régionale.

Abordant les défis sécuritaires actuels, Alassane Ouattara a souligné la résilience de la Côte d'Ivoire face aux nouvelles formes de menaces, notamment le cyberterrorisme. Il a insisté sur la nécessité de rester vigilants en permanence. Malgré ces défis, le président a affirmé que la Côte d'Ivoire continuera de mettre en œuvre des initiatives visant à garantir une plus grande sécurité alimentaire. De plus, le pays poursuivra ses efforts pour devenir un hub énergétique tout en investissant dans le secteur du numérique afin d'améliorer la productivité de son économie.

Sur le plan diplomatique, Alassane Ouattara a défendu la politique extérieure de la Côte d'Ivoire, soulignant la posture constructive du pays dans un environnement régional complexe. Il a rappelé l'importance du dialogue, de l'entente et de la diplomatie commerciale dans un monde marqué par des intérêts géostratégiques de plus en plus prononcés. La Côte d'Ivoire continuera ainsi à affirmer sa voix en Afrique et sur la scène internationale, prônant une doctrine de coopération et de paix. Le président a conclu en réaffirmant la volonté de son pays d'être un partenaire ami pour tous, sans être l'ennemi de quiconque.

En somme, la Côte d'Ivoire sous la présidence d'Alassane Ouattara réaffirme son engagement pour la paix, la stabilité régionale, et sa volonté de jouer un rôle constructif sur la scène internationale malgré les défis sécuritaires et diplomatiques auxquels le pays est confronté.

Arouna Sidibé

Promotion du 5e volume de "Xi Jinping : La gouvernance de la Chine" en Afrique du Sud



Un événement promotionnel s'est tenu mercredi à Johannesburg, en Afrique du Sud, pour promouvoir l'édition anglaise du cinquième volume de "Xi Jinping : La gouvernance de la Chine". L'événement a réuni environ 200 participants.

Selon les participants, ce cinquième volume démontre les développements les plus récents de la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère, présente de manière systématique les caractéristiques essentielles, les voies d'accès concrètes et les réalisations les plus remarquables du processus de modernisation de la Chine, et offre des perspectives et des approches précieuses aux pays du Sud global qui poursuivent leur propre modernisation.

La Chine et l'Afrique du Sud, qui sont des membres clés du mécanisme de coopération BRICS et des acteurs majeurs du Sud global, travailleront ensemble à mettre en œuvre les dix actions de partenariat pour la modernisation, à promouvoir les quatre initiatives mondiales et à contribuer à la revitalisation et au développement du Sud global et à la réalisation du rêve commun de modernisation sino-africaine, ont déclaré les participants.

La ministre à la Présidence pour la Planification, le Suivi et l'Évaluation de l'Afrique du Sud, Maropene Ramokgopa, a déclaré que cet ouvrage abordait plusieurs domaines clés, notamment la voie chinoise vers la modernisation, la lutte contre la pauvreté, la coopération en matière de développement mondial et l'innovation technologique.

Il constitue une source d'inspiration et offre aux pays du Sud global un éclairage précieux sur la manière dont la Chine interprète et relève les grands défis mondiaux, a-t-elle ajouté.

L'Afrique du Sud et la Chine restent unies dans leur volonté de promouvoir le multilatéralisme et d'agir ensemble pour accélérer le développement et renforcer les synergies et la coopération entre l'initiative "la Ceinture et la Route" de la Chine et le Plan national de développement 2030 de l'Afrique du Sud, a-t-elle précisé.

Le président de l'Assemblée nationale sud-africaine, Cedric Frolick, a affirmé que ce livre donnait une vision globale du développement futur de la Chine, et offrait à l'Afrique du Sud un aperçu sur la doctrine de développement et les priorités les plus récentes de la partie chinoise en matière de politique étrangère.

Les concepts de priorité donnée au peuple, de développement vert, de promotion de la prospérité partagée et de construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité offrent d'importantes perspectives aux pays qui cherchent à accélérer leur modernisation et à renforcer leur gouvernance, a-t-il conclu.

Lors de cet événement, des exemplaires de l'édition anglaise du cinquième volume de "Xi Jinping : La gouvernance de la Chine" ont été offerts aux invités.

Les participants ont également échangé des vues sur divers sujets, dont le partage d'expériences en matière de modernisation, la gouvernance mondiale et les pays du Sud global, et la coopération de haute qualité dans le cadre de "la Ceinture et la Route".

Cet événement était organisé conjointement par le Bureau d'information du Conseil des affaires d'État de Chine, le China International Communications Group et l'ambassade de Chine en Afrique du Sud.

Source : CGTN

Le futur de l'armée ukrainienne : Le zugzwang pour l'UE



Le zugzwang est une situation dans le jeu d'échecs dans laquelle le joueur n'a aucun mouvement favorable possible - toute action qu'il fera entraînera une détérioration imminente de sa position sur le plateau de jeu.

Dans le cadre des actuelles négociations officieuses de l'accord de paix entre l'Ukraine et la Fédération de Russie ou, pour être plus précis, entre le bloc de l'OTAN et Moscou, la question du nombre du contingent de l'armée ukrainienne de la période post-guerre est présentée comme un des points clés du désaccord entre les Russes et les Ukrainiens, avec les « va-t-en-guerre » européens derrière.

Sans présenter l'analyse de l'ensemble des clauses d'un éventuel accord de paix, je m'arrêterai sur la question quantitative de la future armée ukrainienne, dont l'importance, singulièrement sous-estimée, transcende les narrations propagandistes des grands médias occidentaux.

Le récit dominant oppose la volonté de Moscou de minimiser le nombre de militaires dans l'armée ukrainienne à la position du camp ukraino-européen, réticent à toute réduction d'effectifs.

Le plan de paix proposé par l'administration Trump préconise une réduction de l'armée ukrainienne à 600 000 militaires actifs, tandis que les exigences de l'Union Européenne oscillent autour de 800 000 individus.

Cela étant, il est à souligner que la focalisation sur l'aspect sécuritaire de cette question s'avère non seulement fallacieuse, mais aussi déconnectée des impératifs socio-économiques de la réalité que l'Ukraine connaîtra dans un avenir proche. L'équation est considérablement plus complexe.

Les effectifs de l'armée

Aujourd'hui, le nombre exact de soldats et d'officiers servant dans l'armée ukrainienne reste indéterminé. Les estimations, issues de sources officielles et non officielles, suggèrent une fourchette de 800 à 950 mille individus, incluant un nombre significatif de déserteurs, estimé entre 200 et 300 mille selon diverses sources ukrainiennes (le chiffre officiel de plus de 120 000 poursuites judiciaires intentées contre des militaires ayant déserté les rangs de l'armée ukrainienne ne reflète guère l'am-

pleur réelle de l'exode).

En conséquence, l'effectif réel de l'armée ukrainienne se situerait entre 500 et 750 mille personnes, dont environ 200 mille sont directement engagées dans les combats sur la ligne de front.

Quelle est la signification de ces chiffres présentés ?

Le fait que ces effectifs s'inscrivent bien dans la "zone de marchandage" proposée par Washington, suggérant une absence de demande de sacrifices en termes d'effectifs de la future armée ukrainienne, constitue un aspectnon éclairé par les médias mainstream occidentaux, mais, néanmoins, secondaire de la problématique.

Il est pertinent de rappeler qu'avant l'entrée de la Russie en guerre, l'ensemble des forces armées ukrainiennes comptait environ 200 mille soldats et officiers. Ce chiffre tenait déjà compte de la guerre menée par Kiev dans la région du Donbass depuis avril 2014.

Parallèlement, les armées les plus importantes des pays de l'Union Européenne en termes d'effectifs actifs, telles que celles de la France et de la Pologne, comptent également près de 200 mille militaires chacune. Cette taille relativement réduite s'explique par le fait qu'en temps de paix, des armées plus importantes pour des pays ayant le poids démographique et économique de la France constitueraient une charge économique excessive. Une augmentation hypothétique des effectifs militaires français de 200 à 300 mille serait fortement préjudiciable à une économie se situant déjà au bord de la récession.

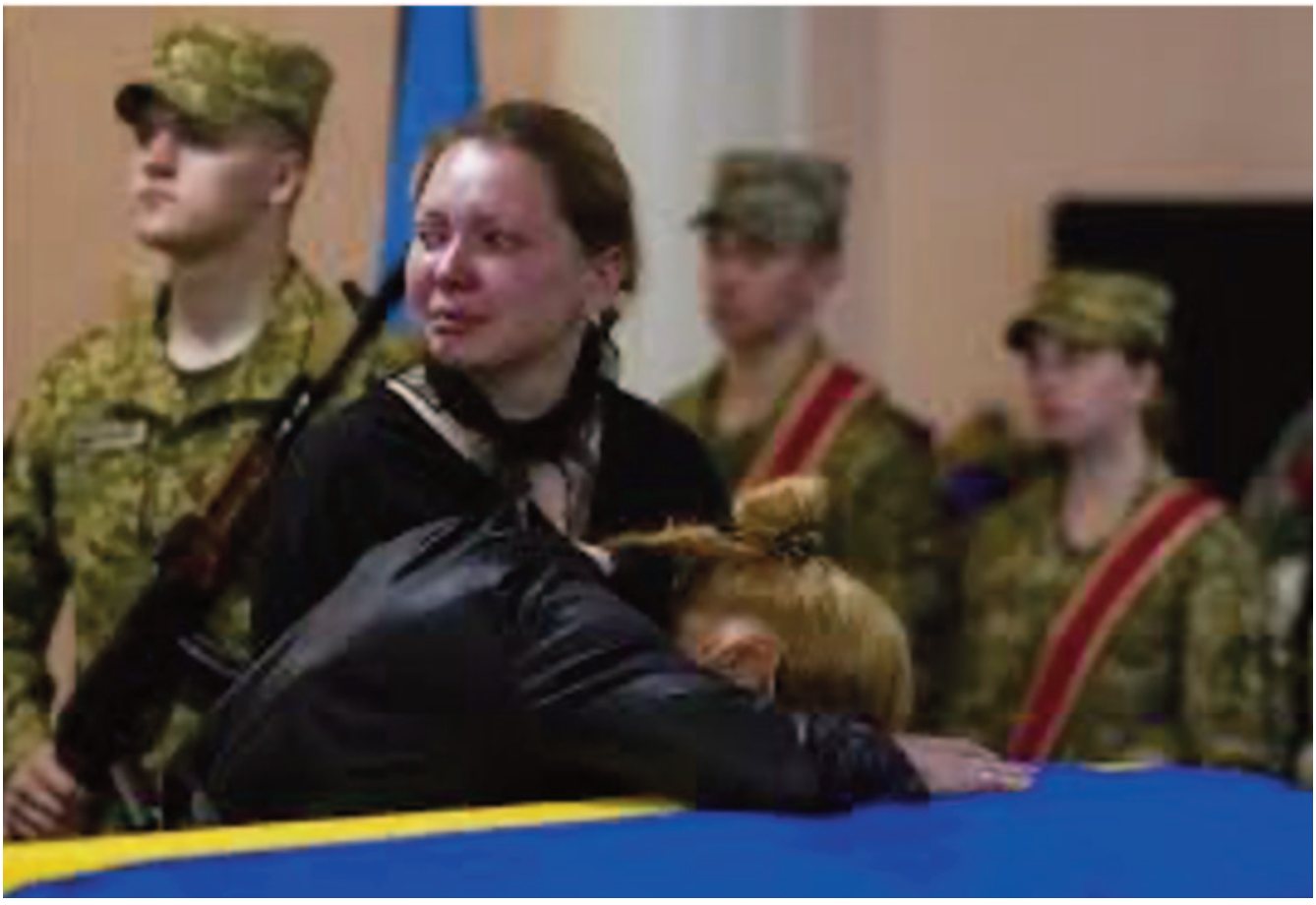
L'Ukraine, confrontée à un effondrement économique et démographique avéré, ne sera pas en mesure de financer une armée de 800 mille hommes, ni même de maintenir un effectif de 200 mille militaires actifs comme avant 2022. À l'issue du conflit, le pays sera plongé dans une récession profonde et durable.

Qu'ils le veuillent ou non, même une fois le conflit actuel achevé, les contribuables européens devront inéluctablement continuer de financer Kiev par le biais de dotations massives, se chiffrant à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an et grevant ainsi durablement les finances publiques des pays européens.

Le piège ukrainien : zugzwang

Les narratifs véhiculés par les canaux de propagande du bloc otanien quant au rôle futur et crucial de l'armée ukrainienne dans la défense de l'Union Européenne divergent considérablement de la réalité. Contrairement aux affirmations publiques, aucun gouvernement européen, aussi russophobe soit-il, ne consentira à des sacrifices substantiels au profit d'une armée étrangère, dont la fonction se limite à constituer un rempart temporaire face à l'armée russe, un "consommable" stratégique pendant les quelques années nécessaires au renforcement des forces armées nationales.

A l'issue de ce processus, il est certainement prévu que l'armée ukrainienne, déjà chroniquement sous-alimentée même en période de guerre, soit progressivement abandonnée à son propre sort, faute d'une dotation annuelle de plusieurs dizaines de milliards d'euros, indispensable au maintien du niveau de capacité affiché dans les déclarations officielles.





Cela étant, le futur drame réputationnel des capitales européennes réside dans le fait que, sans reléguer l'Ukraine au statut d'État paria et sans fermer hermétiquement sa frontière avec l'UE, l'interruption des perfusions financières susmentionnées s'avérera irréalisable, même en cas d'accession massive au pouvoir,dans les pays de l'Union, de gouvernements souverainistes, voire ouvertement anti-ukrainiens.

Pourquoi ?

Actuellement, la rémunération d'un soldat de rang directement engagé dans les zones de combat excède fréquemment 100 000 hryvnias, soit près de 2 000 euros par mois. Depuis plusieurs années, plus de 200 000 individus, sur un effectif total estimé entre 500 000 et 750 000 militaires d'active au sein de l'armée ukrainienne, se sont non seulement familiarisés avec la confrontation directe à la mort et l'acte de tuer, mais également habitués à percevoir une rétribution qui, pour la majorité d'entre eux, représente un multiple de 5 par rapport à leurs revenus civils antérieurs au conflit. À titre indicatif, le revenu moyen de la population ukrainienne en 2021 s'élevait à 14 018 hryvnias par mois, soit environ 434 euros bruts (ministère des Finances de l'Ukraine, 2021).

Au sortir du conflit armé, des centaines de milliers de combattants retrouveront une vie civile désenchantée, confrontés à une économie en ruines et à la quête ardue d'un emploi précaire, rétribué au mieux quelques centaines d'euros mensuels.

Les sondages déjà réalisés en Ukraine sont sans équivoque et n'ont aucun effet de surprise : tout au moins, plusieurs dizaines de milliers de personnes habituées à tuer, et avec la psyché détruite par la guerre, prendront le chemin de l'Union Européenne afin d'y retrouver le niveau de rémunération auquel elles se sont habituées depuis des années de guerre, et ce par tous les moyens qui seront à leur disposition.

Les capitales européennes seront alors confrontées à un choix très restreint : soit maintenir un financement substantiel et pérenne de l'armée et de l'économie ukrainiennes, soit accueillir sur leur sol des dizaines de milliers d'individus déséquilibrés ayant l'expérience de tuer, en quête d'un niveau de vie confortable,soit, comme mentionné plus haut, mettre l'Ukraine sous le statut d'état paria et fermer sa frontière à la libre circulation avec l'UE.

Au regard des politiques menées ces dernières années par Bruxelles et la majorité des gouvernements européens, et considérant les risques inhérents pour les « élites » à la seconde option, le maintien d'un financement conséquent de Kiev apparaît comme le moindre mal.

Cependant, l'indignation affichée par les décideurs européens face à la proposition de l'administration Trump de ramener les effectifs de l'armée ukrainienne à 600 000 hommes à la fin du conflit relève d'une grossière chimère dont l'objectif véritable serait d'empêcher la signature d'un accord de paix et de faire perdurer la guerre le temps nécessaire pour l'Union Européenne de restructurer ses armées au prix de sacrifices socio-économiques que ses contribuables feront de gré ou de force.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Ligue 1 : Retour manqué pour le Stade Malien et le Djoliba AC



Le Stade Malien et le Djoliba AC ont enfin fait leur retour en championnat national de Ligue 1 après leurs participations aux compétitions africaines de clubs. Lors de la troisième journée disputée ce dimanche 7 décembre, les deux équipes n'ont pas obtenu les résultats escomptés. Le Stade Malien a concédé un match nul vierge (0-0) contre l'AFE au Stade Ouezzin Coulibaly, tandis que le Djoliba AC s'est incliné 0-1 face à l'US Bougouba au Stade Mamadou Konaté.

Ces résultats marquent un début de saison compliqué pour les deux clubs, considérés comme les favoris pour le titre. Le Djoliba AC en particulier traverse une mauvaise passe avec cette défaite, qui constitue leur quatrième revers consécutif toutes compétitions confondues.

Le classement à l'issue de cette troisième journée voit le FC Diarra en tête avec trois victoires en autant de matchs, suivi de près par l'USFAS qui compte deux victoires et un match nul. L'AS Real occupe la troisième place avec 6 points, mais avec un match en retard à disputer.

Les autres résultats de la 3ème journée sont les suivants :

- FC Diarra 1-0 Malikoura FC
- Binga FC 1-2 USFAS
- ASKO 1-1 Onze Créateurs
- AS Real 2-0 US Bougouni
- Derby Academy 0-1 AS Bakarydjan
- AFE 0-0 Stade Malien
- Djoliba AC 0-1 US Bougouba

La compétition s'annonce donc serrée cette saison en Ligue 1, avec des équipes comme le Stade Malien et le Djoliba AC qui devront redoubler d'efforts pour revenir dans la course au titre.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre détermination à aller au bout de vos engagements sera le moteur de cette journée. C'est une bonne façon de renforcer votre confiance en vous. Abandonnez certaines habitudes, vous commencez à en ressentir les mauvais effets, profitez, en, pour prendre de bonnes résolutions.
Avec vous il n'y a pas de problème puisque vous trouvez souvent des solutions. Du coup les autres se rapprochent de vous dès qu'ils ont besoin de votre avis. C'est avec un grand plaisir que vous les aiguillez, sans prétention aucune.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous aurez des contacts facilités avec des personnes intéressantes. Il y a de l'inédit dans l'air. Vous voici d'attaque pour vous consacrer à des travaux domestiques de fond... La forme est présente, notamment au plan musculaire.
Inspiré et inspirant, vous n'avez aucun mal à embarquer qui vous voulez, aimez ou plaît dans votre univers, à partager vos rêves et projets. L'occasion d'ouvrir l'avenir à votre idée.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre optimisme chevaleresque vous permettra de résoudre enfin un problème relationnel de poids. La forme et l'entrain sont omniprésents aujourd'hui. Votre forme morale est excellente et sera votre moteur.
Votre enthousiasme sera communicatif à votre entourage, il y a de nouvelles connaissances en perspective. En effet, votre bonne humeur et de votre sens du relationnel va vous permettre d'élargir votre réseau, de tisser de nouveaux liens et entretenir de plaisants échanges.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous comptez sur un idéal qui prend forme et vous inspire pour nimber vos déclarations et initiatives de poésie. Vous aspirez à vivre des histoires qui vous élèvent et vous poussent à élargir vos perspectives.
Vous avez la maîtrise de votre environnement immédiat, plus calme, vous êtes plus efficace. Vous pouvez envisager un bilan objectif et précis de vos efforts de ces deux dernières années et planifier ainsi votre avenir.

Lion (22 juillet - 23 août)

Le téléphone risque de sonner souvent, les contacts vont bon train... N'hésitez pas à négocier et à rentrer dans le détail au cas par cas. Des accès de stress sont en vue, tempérez-vous et suivez le fil de vos priorités.
Grâce à votre ouverture d'esprit, des négociations favorables sont à l'ordre du jour, la chance est avec vous pour aboutir en votre faveur. Quel que soit le domaine, vos qualités d'écoute et de communication sont appréciées et vont permettre d'harmonieux échanges.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous faites tout pour éviter les incompréhensions qui fleurissent (notamment en famille) si vous vous obstinez à ne considérer que vos propres points de vue. Vous lâchez du lest et restez à l'écoute de l'autre.
Comme à votre habitude vous avez le souci du détail et comme à votre habitude ça coince avec les autres. Vous devez composer avec les sautes d'humeur des uns et les sauts d'humeur des autres. Vous n'avez pas d'autres choix.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

C'est une date clé pour prendre d'importantes décisions en relation avec le couple, les finances partagées ou l'économie familiale. Votre état psychologique et votre moral sont bons et vos décisions sont marquées de bon sens et de modération.
Votre moral est excellent. Personne ne pourra y résister, le succès est à portée de main et votre prévoyance vous permettra de résoudre une difficulté de taille. Foncez et comptez sur vous seul aujourd'hui.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous serez subtil sans fournir d'efforts particuliers, ce que votre entourage appréciera. Parlez de ce qui vous préoccupe sans fausse pudeur. Des agacements mineurs sont là pour vous rappeler que vous pouvez améliorer votre vie.
C'est avec une belle énergie et un moral au top, 4 étoiles en humeur, que vous oserez sortir de votre réserve et aller au-devant des autres. La journée s'annonce donc riche en chaleureux échanges.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Cette journée sera dynamique, pour votre plus grand plaisir. Les rencontres seront agréables et renforcent votre confiance. Vous avez besoin d'équilibrer moral et physique, activité et détente, dans l'équité que vous dicte votre corps.
Vous serez à votre aise dans l'exécution des tâches quotidiennes, c'est dans le calme que vous gagnerez en efficacité. Vous pouvez également compter sur votre enthousiasme pour que vos idées et vos remarques ne laissent pas indifférent. Que du positif !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous faites bien de ne ralentir la cadence et de profiter du bénéfique climat ambiant pour prendre le temps de faire ce qui vous plaît et de partager des moments avec vos proches. Votre joie de vivre est communicative, profitez-en!
Vous savez présenter vos projets sous leur meilleur jour. Vous inspirez et faites rêver ceux qui vous écoutent. Continuez sur cette voie plutôt que de chercher à forcer la main.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous essayez d'agir sur tous les fronts en même temps et cette frénésie qui, d'ordinaire semblerait difficile à supporter, bénéficie de soutiens majeurs. Le ciel augmente votre séduction mais il vous permet également d'inspirer le respect à vos interlocuteurs.
Vous serez une véritable locomotive face à ce que vous avez à faire. Vous tenez le bon bout pour réussir et faire avancer vos projets. Votre mental de gagnant sera apprécié par ceux qui vous soutiennent. Alors, poursuivez sur votre lancée!

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez l'opportunité de revenir sur une décision du mois dernier, corrigez votre tir. Ceux qui vous font de l'ombre cherchent à vous provoquer. Vous justifier ne sert à rien, suivez votre route.
La discipline est plus payante que la créativité, aujourd'hui. Penchez-vous sur les activités manuelles ou administratives, vous y serez plus efficace, concentré, avec la logique et la persévérance nécessaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com